



BENONI STATEMENT ON THE GLOBAL FRAMEWORK FOR CLIMATE SERVICES IN AFRICA Benoni, South Africa, 7 September 2014

DÉCLARATION DE BENONI SUR LE CADRE MONDIAL POUR LES SERVICES CLIMATOLOGIQUES EN AFRIQUE Benoni, Afrique du Sud, 7 septembre 2014

The Representatives of the African Union Commission (AUC), the Republic of South Africa, the Regional Economic Communities (Economic and Monetary Community of Central Africa – CEMAC, Economic Community of Central African States – ECCAS, Economic Community of West African States – ECOWAS, Intergovernmental Authority on Development – IGAD and Indian Ocean Commission – IOC) and the Secretariat of the African, Caribbean and Pacific (ACP Secretariat) Group of States (hereafter The Participants),

Les représentants de la Commission de l'Union africaine (CUA), de la République d'Afrique du Sud, des Communautés économiques régionales (Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale – CEMAC, Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale – CEEAC, Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest – CEDEAO, Autorité intergouvernementale pour le développement – IGAD et Commission de l'Océan indien – COI), du Secrétariat du Groupe des États de l'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (Secrétariat ACP) (dénommés ci-après les Participants),

in the presence of the representatives of the World Meteorological Organization (WMO), the Intergovernmental Board on Climate Services (IBCS), the European Union (EU), the European Organisation for the Exploitation of Meteorological Satellites (EUMETSAT), the African Regional Climate Centres (ACMAD, AGRHYMET and ICPAC);

en présence des représentants de l'Organisation météorologique mondiale (OMM), du Conseil intergouvernemental des services climatologiques (IBCS), de l'Union européenne (UE) en Afrique du Sud, de l'Organisation européenne pour l'exploitation de satellites météorologiques (EUMETSAT), des Centres régionaux africains sur le climat (ACMAD, AGRHYMET et ICPAC) ;

Convening in Benoni, South Africa, at the invitation of the co-Chairs of the GFCS-ACP Task Team (the African Union Commission and the ACP Secretariat), on the basis of their respective mandates and responsibilities to address issues and impacts related to climate change and climate variability and to enhance regional integration;

Réunis à Benoni, Afrique du Sud, sur l'invitation de la co-présidence de l'Équipe spéciale CMSC-ACP (Commission de l'Union africaine et Secrétariat ACP), sur la base de leurs mandats et responsabilités respectifs visant à répondre aux problèmes et aux incidences des changements et des variations climatiques et à renforcer l'intégration régionale ;

Recalling the Addis Ababa Declaration of 30 September 2012, which called for the implementation of the Global Framework for Climate Services (GFCS) in Africa to enable better management of risks associated with climate variability and change, through the development and incorporation of science-based climate information and prediction into planning, policy and practice on continental, regional and national scale;

Rappelant la déclaration d'Addis-Abeba du 30 septembre 2012, qui appelait la mise en œuvre du Cadre mondial pour les services climatologiques (CMSC) en Afrique afin de permettre une meilleure gestion des risques liés aux changements et aux variations climatiques, à travers la production d'informations et de prévisions climatologiques scientifiquement fondées et leur prise en compte dans les processus de planification, d'élaboration des politiques et de mise en pratique aux échelles continentale, régionale et nationale ;

Noting that the Integrated African Strategy on Meteorology (Weather and Climate Services), which was approved during the Second Session of AMCOMET in October 2012, in Victoria Falls, Zimbabwe and subsequently endorsed by the African Union Assembly of Heads of State and Government, in Addis Ababa, Federal Democratic Republic of Ethiopia in January 2013 includes the Addis Ababa Declaration and recognized the role of weather and climate services as essential components in national and regional development frameworks for the sustainable development of Africa; **further noting** that the Strategy is a key mechanism for the implementation of GFCS in Africa;

Acknowledging that the African Ministerial Conference on Meteorology (AMCOMET), a joint initiative of the World Meteorological Organization (WMO) and the African Union Commission (AUC), is the high-level body endorsed by the African Union Heads of State and Government and the WMO Congress, as the inter-governmental authority on meteorology, which advises and provides policy and political guidance to AU Heads of State and Government on all matters related to the development of weather and climate services and their application in Africa;

Recognizing that the WMO Extraordinary Congress in October 2012 established the Intergovernmental Board on Climate Services (IBCS) and endorsed the adoption of the Global Framework for Climate Services (GFCS) Implementation Plan; and **further recognizing** that GFCS is the mechanism for coordinated actions to enhance the quality, quantity and application of climate services at global, regional and national levels;

Considering that the IPCC 5th Assessment Report: *Climate Change 2014: Impacts, Adaptation, and Vulnerability*, clearly states that “Africa as a whole is one of the most vulnerable continents due to its high exposure and low adaptive capacity” to climate change and, which enumerates impacts of climate change and variability in various socio-economic sectors;

Acknowledging the outcomes of the Third UN Conference on Small Islands Developing States (SIDS), held on 1-4 September 2014, in Samoa, in particular as it relates to SIDS in ACP regions, stating “sea-level rise and other adverse impacts of climate change continue to pose a significant risk to small island developing States and their efforts to achieve sustainable development and, for many, represent the gravest of threats to their survival and viability, including, for some, through the loss of territory.”;

Recalling the European Commission Communication on “Increasing the impact of EU Development Policy: an Agenda for Change” of 2011, that expressed the will of the EU to support developing countries in tackling climate change and building resilience capacities;

Taking into account the European Commission’s stated intent to allocate at least 20% of its €960 billion overall Multiannual Financial Framework for the 2014-2020 period to climate change-related action¹;

Notant que la Stratégie africaine intégrée sur la météorologie (services météorologiques et climatologiques), approuvée lors de la deuxième session de l’AMCOMET à Victoria Falls, Zimbabwe, en octobre 2012, et adoptée ensuite par l’Assemblée des chefs d’État et de gouvernement de l’Union africaine à Addis-Abeba, la République démocratique fédérale d’Éthiopie, en janvier 2013, inclut la Déclaration d’Addis-Abeba et reconnaît le rôle des services météorologiques et climatologiques comme composantes essentielles des cadres de développement nationaux et régionaux pour le développement durable en Afrique ; **notant en outre** que cette Stratégie est un mécanisme clé pour la mise en œuvre du CMSC en Afrique ;

Prenant acte que la Conférence ministérielle africaine sur la météorologie (AMCOMET), initiative menée conjointement par l’Organisation météorologique mondiale (OMM) et la Commission de l’Union africaine (CUA), est un organe de haut niveau approuvé par les chefs d’État et de gouvernement des pays membres de l’Union africaine et par le Congrès de l’OMM comme étant l’autorité intergouvernementale en matière de météorologie, qui conseille les chefs d’État et de Gouvernement de l’UA et les oriente sur les stratégies et politiques à mener sur tous les aspects liés au développement de services météorologiques et climatologiques et à leur application en Afrique ;

Reconnaissant que le Congrès extraordinaire de l’OMM réuni en octobre 2012 a mis en place le Conseil intergouvernemental des services climatologiques (IBCS) et entériné l’adoption du Plan de mise en œuvre du Cadre mondial pour les services climatologiques (CMSC) ; et **reconnaissant en outre** que le CMSC est le mécanisme permettant de coordonner les actions entreprises pour améliorer la qualité, la quantité et les applications des services climatique aux échelles mondiale, régionale et nationale ;

Considérant que le 5^e Rapport d’évaluation du GIEC : *Changements climatiques 2014 : conséquences, adaptation et vulnérabilité*, qui énonce clairement que « l’Afrique dans son ensemble est l’un des continents les plus vulnérables en raison de sa forte exposition et de ses faibles capacités d’adaptation » aux changements climatiques, et qui énumère les incidences des changements et des variations climatiques dans différents secteurs socio-économiques ;

Prenant acte des conclusions de la troisième Conférence des Nations Unies sur les petits États insulaires en développement (PEID) qui s’est tenue du 1^{er} au 4 septembre 2014 à Samoa, en particulier en ce qui concerne les PEID des régions ACP, indiquant que l’augmentation du niveau de la mer et les autres impacts adverses du changement climatique continuent à poser un risque significatif aux États insulaires en développement et à leurs efforts pour atteindre un développement durable et, pour bon nombres d’entre elles, représentent la pire des menaces à leur survie et viabilité, y compris, pour certaines, à travers la perte de territoire ;

Rappelant la Communication de la Commission européenne intitulée « Accroître l’impact de la politique de développement de l’UE : un programme pour le changement » de 2011, exprimant la volonté de l’UE d’aider les pays en développement à faire face aux changements climatiques et à se doter de capacités de résilience ;

Tenant compte de l’intention déclarée de la CE d’affecter au moins 20 % des 960 milliards d’euros de son cadre financier multi annuel pour la période 2014-2020 à des mesures liées aux changements climatiques¹;

¹ http://ec.europa.eu/clima/policies/finance/budget/index_en.htm

Appreciating the outcomes of the 3rd EU-Africa Summit of April 2014, in Brussels, Belgium, that complemented the Joint EU-Africa strategy with a roadmap to provide a framework for the EU-Africa relations and issued the EU-Africa Ministerial Statement on Climate change, which indicates the joint commitment to, “build upon existing cooperation such as implementation of the Integrated African Strategy on Meteorology (Weather and Climate Services)”;

Referring to the creation of a GFCS-ACP Task Team to promote the implementation of the GFCS in Africa, Caribbean and Pacific regions, particularly to define and assist in the mobilisation of the necessary resources for a GFCS-Africa, Caribbean and Pacific (GFCS-ACP) programme;

Acknowledging the interest demonstrated by Pacific and Caribbean Regions of the ACP in supporting the implementation of GFCS in their regions; **welcoming** the representation of those regions in the Task team;

Welcoming the work of the GFCS-ACP Task Team that identified gaps and needs to build or strengthen existing capacities for implementing GFCS in the African, Caribbean and Pacific regions, which will form the basis for the formulation of a GFCS-ACP programme;

The participants,

Mindful that climate change poses a major threat to sustainable growth and development in Africa, negatively affecting socio-economic activities such as food security and agriculture, fishing and aquaculture, water resource management, disaster resilience, human settlements, hydro-power and renewable energy, and health and public safety;

Are Convinced that a GFCS-ACP programme will:

- **Facilitate** the coherent development and provision of climate services at the continental, regional and national levels, and **allow** for the streamlining of climate information in various regional priority areas (food security and agriculture, natural resources management, fishing and aquaculture, water resource management, disaster risk management, building community resilience, human settlements, hydro-power and renewable energy, and health and public safety); and
- **Support** decision-making processes in their region and countries related to climate risk management, mitigation and adaptation to build socio-economic resilience through environmental conservation.
- **Support** the implementation of the Integrated African Strategy on Meteorology (Weather and Climate services) and Regional Meteorological and Hydrological Programs in Africa in building capacity of National Meteorological and Hydrological Services and Regional Climate Centres.

Se félicitant des conclusions du 3^{ème} Sommet UE-Afrique d’avril 2014 à Bruxelles, Belgique, venant compléter la stratégie conjointe UE-Afrique avec une feuille de route fournissant un cadre pour les relations UE-Afrique, et aboutissant à la déclaration ministérielle de l’UE et de l’Afrique sur le changement climatique, laquelle indique l’engagement conjoint à « développer la coopération existante, comme la mise en œuvre de la Stratégie africaine intégrée sur la météorologie (services météorologiques et climatologiques) » ;

Se référant à la création de l’Équipe spéciale CMSC-ACP pour promouvoir la mise en œuvre du CMSC dans les régions de l’Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, en particulier pour définir et soutenir la mobilisation des ressources nécessaires à un programme CMSC-Afrique, Caraïbes, Pacifique (CMSC-ACP) ;

Prenant acte de l’intérêt manifesté par les régions du Pacifique et des Caraïbes du Groupe ACP en faveur de la mise en œuvre du CMSC dans ces régions ; **saluant** la représentation de ces régions au sein de l’Équipe spéciale ;

Saluant le travail de l’Équipe spéciale CMSC-ACP, qui a recensé les lacunes et les besoins de renforcement des capacités existantes en vue de la mise en œuvre du CMSC dans les régions de l’Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, formant la base de l’élaboration d’un programme CMSC-ACP ;

Les Participants,

Conscients que les changements climatiques représentent une menace majeure pour la croissance et le développement durables en Afrique, ayant un effet néfaste sur les activités socio-économiques telles que la sécurité alimentaire et l’agriculture, la pêche et l’aquaculture, la gestion des ressources hydriques, la résilience face aux catastrophes, l’établissement humain, les énergies hydroélectrique et renouvelable, et la santé et la sécurité publique ;

Sont convaincus qu’un programme CMSC-ACP :

- **facilitera** le développement et la prestation cohérents de services climatologiques aux niveaux continental, régional et national et **permettra** de rationaliser les informations sur le climat dans différents domaines prioritaires au niveau des régions (sécurité alimentaire et agriculture, gestion des ressources naturelles, pêche et aquaculture, gestion des ressources hydriques, gestion du risque des catastrophes, construire la résilience communautaire, établissement humain, énergies hydroélectrique et renouvelable, santé et sécurité publique ;
- **soutiendra** les processus décisionnels dans la région et dans leurs pays en matière de gestion et d’atténuation des risques climatiques et d’adaptation à ces risques pour établir une résilience socio-économique via la préservation de l’environnement ;
- **soutiendra** la mise en place de la Stratégie africaine intégrée pour la météorologie (services temps et climat) et les Programmes régionaux météorologiques et hydrologiques en Afrique pour le renforcement des capacités des Services météorologiques nationaux et les Centre régionaux climatiques.

On these grounds, the Participants:

- **Reaffirm** their support to the Global Framework for Climate Services, the Integrated African Strategy on Meteorology (Weather and Climate Services) and the Addis Ababa Declaration;
- **Commit** to continue providing support for the implementation of GFCS in their region;
- **Request** the African Union Commission to engage with the EU to highlight the relevance of a GFCS-ACP specific programme to the Joint EU-Africa Partnership;
- **Request** the ACP Secretariat to engage with the EU to secure financial support for a “GFCS-ACP programme” within the 11th EDF framework and initiate project definition and preparation.

The Participants also kindly request the South African Minister of Environment to:

- Draw the Benoni Statement to the attention of the Intergovernmental Board on Climate Services;
- Draw the Benoni Statement to the attention of the Third Session of AMCOMET.

The Participants also kindly request the African Union Commissioner to:

- Draw the Benoni Statement to the attention of the African Regional Economic Communities (SADC, ECOWAS, ECCAS, IGAD, CEMAC and IOC) and the ACP Secretariat;
- Draw the Benoni Statement to the attention of the international community and to the European Union in particular.

Done in Benoni, South Africa, on Sunday 7 September 2014.

For the African Union Commission,
Pour la Commission de l'Union Africaine,
H.E. Rhoda Peace Tumusiime, Commissioner for Rural Economy and Agriculture



For the Republic of South Africa
Pour la République d'Afrique du Sud,
H.E. Edna Molewa, Minister of Environmental Affairs



Compte tenu de ce qui précède, les Participants :

- **réaffirment** leur soutien au Cadre mondial pour les services climatologiques, à la Stratégie africaine intégrée sur la météorologie (services météorologiques et climatologiques) et à la Déclaration d'Addis-Abeba ;
- **s'engagent** à continuer de soutenir la mise en œuvre du CMSC dans leur région ;
- **demandent** à la Commission de l'Union africaine de s'engager avec l'UE pour souligner la pertinence d'un programme spécifique CMSC-ACP pour la Partenariat commun UA-Afrique ;
- **demandent** au Secrétariat de l'ACP de s'engager avec l'UE à assurer un soutien financier à un « programme CMSC-ACP » dans le cadre du 11^e FED et de lancer la définition et la préparation du projet.

Les Participants invitent également la Ministre sud-africaine de l'environnement à :

- **porter** la Déclaration de Benoni à l'attention du Conseil intergouvernemental des services climatologiques ;
- **porter** la Déclaration de Benoni à l'attention de la troisième session de l'AMCOMET.

Les Participants invitent également la Commissionnaire de l'Union Africaine à :

- **porter** la Déclaration de Benoni à l'attention des Communautés économiques régionales (SADC, CEDEAO, CEEAC, IGAD, CEMAC et COI) et au Secrétariat ACP ;
- **porter** la Déclaration de Benoni à l'attention de la communauté internationale et, en particulier, de l'Union européenne.

Fait à Benoni, Afrique du Sud, le dimanche 7 septembre 2014.